

DÉPARTEMENT DU DOUBS

-----  
COMMUNE DE FRANOIS  
-----

**ARRÊTÉ MUNICIPAL N° 17/2024**  
Empiètement de chaussée chemin de la Planche

**LE MAIRE DE FRANOIS,**

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 ;

VU le code de la route et notamment les articles R 110.1, R 110.2, R 411.5, R 411.8, R 411.18 et R 411.25 à R 411.28;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 ; (livre 1 - huitième partie : signalisation temporaire) ;

VU la demande formulée par l'entreprise SOGEA FRANCHE-COMTE 25110 AUTECHAUX en date du 08 mars 2024 ;

**Considérant** qu'en raison du déroulement de travaux pour terrassement dans l'accotement pour suppression d'un branchement de gaz chemin de la Planche, la circulation devra être réduite à une voie avec alternat ;

**ARRÊTÉ**

**ARTICLE 1** : Du 08 au 18 avril 2024, la circulation chemin de la Planche sera perturbée par empiètement de chaussée. Un alternat par panneaux sera mis en place temporairement.

**ARTICLE 2** : L'accès aux véhicules de service, de collecte et de secours, et aux riverains est maintenu.  
Les dépassements sur l'emprise du chantier sont interdits quelles que soient les voies laissées libres à la circulation.  
Cette interdiction de dépasser sera matérialisée par un panneau B3.

**ARTICLE 3** : Pendant la durée des travaux, aucun stationnement ne sera autorisé sur l'emprise de la zone de travaux et de part et d'autre sur une longueur de 100 mètres, excepté pour les véhicules affectés au chantier.

**ARTICLE 4** : La signalisation sera conforme aux prescriptions définies par l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvées par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992.  
La fourniture, la pose et la maintenance de la signalisation seront assurées par les soins de l'entreprise SOGEA FRANCHE-COMTE.

.../...

**ARTICLE 5** : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 6** : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur à chaque extrémité du chantier.

**ARTICLE 7** : Monsieur le Maire de la commune de FRANOIS,  
Monsieur le Commandant du Service Départemental d'Incendie et de Secours (S.D.I.S),  
Monsieur le Capitaine de la Brigade de Gendarmerie d'ÉCOLE-VALENTIN,  
Monsieur Eddy MANIGUET, représentant de l'entreprise SOGEA FRANCHE-COMTE,  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à FRANOIS, le 27 mars 2024.

Le Maire,

Émile BOURGEOIS.



Ampliation sera adressée à :

- Gendarmerie d'ÉCOLE-VALENTIN,
- SDIS,
- Direction Départementale des Territoires de BESANCON-OUEST,
- GBM, services voirie et transports.